

Le racisme contemporain en Europe

Comment créer un climat inter-ethnique positif ?

Les Roms à la frontière du racisme politiquement correct

Liliia Korol

[Eurias*, IEA de Bologne, 2018-2019]

Liliia Korol est professeure agrégée de psychologie au sein du département de communication interculturelle de l'université nationale d'Ostroh en Ukraine. Ses recherches portent sur les relations et les attitudes interethniques, plus particulièrement la tolérance, les préjugés et la discrimination envers les immigrants et les groupes ethniques minoritaires. Elle s'intéresse également à l'adaptation psychosociale et à l'intégration des jeunes issus de l'immigration dans la société. Récipiendaire de prestigieuses bourses de recherche aux États-Unis et en Europe, Liliia Korol a publié une vingtaine d'articles dans des revues scientifiques ainsi que deux livres dont *Psychology of the national character formation (Psycholinguistic aspect)*.

*Programme européen coordonné par le RFIEA



korole@DR

ENTRETIEN PROMOUVOIR LA TOLÉRANCE À L'ÉGARD DE LA DIVERSITÉ CULTURELLE

Quels facteurs prédisposent les jeunes à en discriminer d'autres du fait de leurs origines ?

Divers facteurs entrent en ligne de compte. Une étude récente réalisée en collaboration avec des chercheurs suédois et américains a par exemple révélé que les élèves suédois ayant des attitudes négatives à l'égard des immigrants étaient plus enclins à se livrer au harcèlement ethnique à mesure que la diversité ethnique de la classe augmentait. Il est possible que la présence en classe d'une proportion plus importante d'élèves issus de l'immigration puisse être perçue par les adolescents ayant des préjugés comme une menace pour leur statut dominant. Ils pourraient donc être plus enclins à harceler leurs pairs immigrants afin de maintenir leur domination sociale ou réduire la menace perçue. Cette étude a également montré que les adolescents suédois qui se lient d'amitié avec des pairs ayant des attitudes anti-immigrés marquées étaient plus susceptibles d'agir agressivement envers leurs pairs immigrés dans des classes à forte diversité ethnique. Ainsi, même si elle offre aux élèves de plus grandes possibilités d'interactions intergroupes, la création de classes hétérogènes sur le plan ethnique ne suffit pas à elle seule à promouvoir des relations interethniques positives. La diversité ethnique peut même, au contraire, créer un terrain propice au développement de conflits interethniques chez certains jeunes.

Est-il efficace de lutter contre les préjugés pour améliorer les relations intergroupes ?

L'orientation traditionnelle des sciences sociales est d'étudier les comportements intergroupes négatifs, notamment les préjugés et leur réduction. Je tente d'aller au-delà et de comprendre les processus qui incitent les jeunes individus à avoir des dispositions positives envers les membres

d'exogroupes – c'est à dire d'autres groupes ethniques et culturels. Des recherches récentes ont en effet démontré que les attitudes positives et négatives envers les exogroupes sont des constructions indépendantes et séparables sur le plan fonctionnel.

Autrement dit, de faibles niveaux de préjugés et d'attitudes négatives ne signifient pas nécessairement des niveaux élevés d'attitudes positives envers les exogroupes. Dans cette perspective, j'ai mené des recherches dans différents pays dont l'Ukraine, le Portugal et les États-Unis.

Celles-ci ont démontré que plus une personne possède

des niveaux élevés de traits de personnalité multiculturelle, c'est-à-dire une grande capacité à s'adapter et à interagir avec des personnes ou environnements culturellement divers, plus elle est prédisposée à être tolérante et à avoir une attitude positive envers les exogroupes.

Une étude menée auprès d'étudiants portugais a montré que les personnes qui sont particulièrement dotées de capacité d'adaptation, plus ouvertes d'esprit, actives dans les situations sociales et plus empathiques sur le plan culturel (c'est-à-dire

capables de comprendre les sentiments, les pensées et les comportements d'individus d'autres groupes culturels) sont plus enclines à faire preuve de tolérance envers des groupes ethniques et culturels autres que le leur.

Aux États-Unis, une autre recherche a révélé que la majorité des personnes ayant des niveaux élevés de traits de personnalité multiculturelle souhaitent plus d'égalité entre les groupes au sein de la société. Ces personnes seraient aussi les plus susceptibles d'interroger les caractéristiques de leur identité raciale et ethnique, d'avoir le sens de l'auto-dérision, de se sentir lié à autrui et d'avoir une bonne santé psychologique. Nos études ont aussi montré que les contacts intergroupes, en particulier les amitiés entre membres de différents groupes culturels et ethniques ont un rôle important à jouer dans la promotion de la tolérance et de l'allophilie (*NDLR* : Le terme « allophilie » a été forgé en 2006 par Todd Pittinsky, professeur de psychologie à Harvard, pour combler l'absence d'antonyme au terme préjugé. L'allophilie est mesurée au travers de cinq dimensions : l'affection, le fait de se sentir à l'aise en la présence de l'autre, l'engagement émotionnel, les niveaux d'affinité et d'enthousiasme.)

Comment traduiriez-vous ces résultats en dispositions concrètes ?

Aujourd'hui, la majorité des programmes visant à améliorer le climat interethnique mettent l'accent sur la réduction des préjugés et des attitudes négatives à l'égard des groupes minoritaires. Leurs effets sont limités. Nos études suggèrent que les interventions futures pourraient être plus efficaces si elles cherchaient d'une part à créer de multiples occasions de nouer des amitiés intergroupes, et d'autre part à développer des traits de personnalité multiculturelle chez les individus. La combinaison de ces stratégies d'intervention a bien plus de potentiel que les approches traditionnelles pour favoriser des attitudes positives envers les exogroupes. Dans les universités, les programmes de réduction des préjugés pourraient s'efforcer de créer des conditions facilitant la collaboration entre étudiants d'origines ethniques et culturelles diverses. Par exemple, assigner ces étudiants comme colocataires ou co-équipiers au sein d'organisations étudiantes, leur donner des activités ou travaux de groupe, leur permettre et les encourager à participer à des programmes d'échanges internationaux et à des groupes de jeunesse. Les universités pourraient également mettre en place des programmes destinés à favoriser les relations amicales afin de renforcer la confiance dans les interactions intergroupes, notamment en réduisant la perception de menace et d'anxiété et en favorisant des attitudes plus positives envers les exogroupes. Tout cela pourrait non seulement aider les étudiants à nouer et à maintenir des amitiés intergroupes, mais aussi apporter les avantages liés à un climat interethnique sur le campus. Les programmes pourraient par ailleurs mettre l'accent sur la sensibilisation au multiculturalisme, la promotion d'attitudes multiculturelles positives et l'amélioration des compétences multiculturelles chez les étudiants. Il pourrait s'agir de cours sur la diversité culturelle, de discussions et de sessions interactives sur les questions de diversité, de formation interculturelle ainsi que d'activités extrascolaires (par exemple : célébrer des fêtes multiculturelles ou participer à des clubs internationaux). Tout ceci serait bénéfique pour améliorer les compétences et aptitudes multiculturelles des étudiants.

Apprendre à accepter les différences culturelles et à développer des attitudes positives à l'égard de personnes d'origines différentes est particulièrement important pour les jeunes qui doivent inévitablement vivre dans des sociétés de plus en plus diverses. C'est l'un des défis les plus considérables auxquels les générations futures devront faire face et l'une des questions les plus brûlantes que la science n'a pas encore résolue. Comme l'a exprimé la poétesse et activiste américaine Audre Lorde : « Ce ne sont pas nos différences qui nous divisent. C'est notre incapacité à reconnaître, accepter et célébrer ces différences. »

Pour aller plus loin

Retrouvez l'article de [Lilija Korol](#) en version originale et des contenus complémentaires sur [fellows.rfiea.fr](#)

Aidan McGarry

[Eurias*, IEA d'Amsterdam - 2018-2019]

*Programme européen coordonné par le RFIEA

RACISME ANTI-ROMS : UN HÉRITAGE DU PROCESSUS DE CONSTRUCTION DES NATIONS

Les Roms sont l'un des groupes les plus marginalisés et les plus persécutés en Europe, et les attitudes anti-Roms sont en hausse. Dans de nombreuses sociétés, il est parfaitement acceptable de les dénigrer en invoquant des traits et caractéristiques négatifs que tous les Roms sont censés posséder (criminalité, délinquance, mode de vie parasitaire...). La romophobie est manifeste dans le discours de haine prononcé par le ministre italien de l'Intérieur, Matteo Salvini, qui a appelé au profilage ethnique des Roms, mais aussi dans les attaques de néo-nazis qui ont détruit des maisons et tué d'innocents Roms en Ukraine, ou dans l'expulsion forcée de 8.161 Roms de leur maison par les autorités françaises en 2017. Les Roms occupent la position la plus basse dans pratiquement tous les indicateurs socio-économiques, y compris le niveau d'instruction et la progression scolaire, le chômage, l'espérance de vie et la mortalité infantile. Une étude sur les attitudes sociétales à l'égard de différents groupes - dirigée par Lakhani, Sacks et Heltberg pour la Banque mondiale en 2014 - a révélé que les Roms occupaient une position aussi basse que les pédophiles et les trafiquants de drogue dans certains États européens. Depuis leur arrivée en Europe au XIV^e siècle (en provenance de l'Inde), les Roms ont subi exclusion et discrimination. Il est impératif d'essayer de comprendre pourquoi.

Aidan McGarry

Les recherches d'Aidan McGarry portent sur les mouvements sociaux, la participation politique et les communautés marginalisées. Chargé de cours en politique internationale à l'*Institute for Diplomacy and International Governance* de la *Loughborough University* à Londres, il a été chercheur principal du projet international « L'esthétique de la protestation : culture visuelle et communication en Turquie » (www.aestheticsofprotest.com). Publié dans d'importantes revues internationales (*Ethno-politics*, *Social Movement Studies* et *Ethnic and Migration Studies*, etc.), il est également auteur de quatre livres dont *Romaphobia : The Last Acceptable Racism in Europe* (Zed, Londres, 2017). Il rédige actuellement un nouvel ouvrage sur la voix politique des communautés marginalisées.

Dans mon livre *Romaphobia: The Last Acceptable Form of Racism*, je montre que les préjugés anti-Roms ne sont pas seulement un artefact historique mais se révèlent activement reproduits par des acteurs et des institutions qui cherchent à renforcer leur position au pouvoir. La romophobie se définit tout d'abord comme la haine ou la peur des personnes perçues comme étant Roms, Tsiganes ou « du voyage » et implique l'attribution négative de l'identité d'un groupe. La romophobie est donc une forme de racisme, taillée dans la même étoffe que celui-ci. Elle entraîne marginalisation, persécution et violences.

Pour comprendre d'où vient la romophobie, il est nécessaire de saisir les relations et les processus qui l'ont historiquement créée et l'alimentent aujourd'hui. Le nationalisme s'est avéré à maintes reprises la tactique privilégiée pour pacifier les peuples, en renforçant les liens affectifs de solidarité avec leur soi-disant semblables. Cette identité collective est construite par une élite politique qui revendique un territoire commun, une histoire, un mythe d'origine, une langue et/ou une religion commune afin de favoriser la solidarité. Cependant, la construction d'une identité collective est source de division et implique nécessairement la démarcation de frontières entre « eux » et « nous ». Ceci est délibéré : le but est de produire solidarité et stabilité au sein de la Nation. Mais cela peut s'effectuer en ciblant les minorités (y compris les communautés musulmanes et juives) qui, sans le vouloir, jouent un rôle important dans les processus de construction des nations en Europe.

Pourquoi les Roms plutôt qu'une autre communauté ?

La clé pour comprendre pourquoi les Roms sont marginalisés à travers l'Europe réside dans notre conception du territoire et de l'espace, ainsi que dans les processus de construction et de maintien de l'identité. Un exemple de ce travail identitaire est le stéréotype des Roms comme « nomades » itinérants qui n'ont ni foyer, ni racines fixes, ce qui sert à justifier leur exclusion. Nulle part, les Roms ne sont considérés comme étant « des nôtres », comme membres de la société. En tant que peuple sans territoire, les Roms ne correspondent pas à la conception du nationalisme westphalien dans lequel une nation se confond avec un territoire souverain. Ils sont



ainsi exclus de la vie publique, considérés comme une communauté problématique qui ne « rentre » pas dans la projection de la Nation. Cela fait des Roms des boucs émissaires de choix.

Dès les prémises d'édification des nations, les Roms sont instrumentalisés pour servir les intérêts de l'élite politique. Ils sont exclus de l'articulation de la Nation, leur différence exploitée tel un carburant pour construire la Nation comme correspondant à « nous » (la majorité) et non pas à « eux » (Roms). Les Roms, en tant qu'identité fortement construite et policée, deviennent ces « autres » nécessaires, positionnés en dehors de la Nation. Ceci est la règle historique et non une exception récente. Les Roms n'ont pas seulement été exclus de quelques nations mais de toutes les nations d'Europe. Ils ont été stigmatisés et persécutés dans tous les États européens à un moment ou à un autre. L'expérience historique des communautés roms en Roumanie, en Slovaquie ou en Espagne a été singulière dans chaque cas, mais elle traduit cette même romophobie. Les politiciens « construisent » les Roms et les traitent comme une entité distincte et problématique habitant l'État mais séparée de la Nation. Avec des résultats prévisibles. Historiquement, tous les actes de violence généralisée et le traitement déshumanisant des Roms (expulsion, déportation, assassinat, mise en esclavage...) ont été appuyés par des projets de construction nationale. Il est donc raisonnable de se demander si l'exclusion des Roms est délibérée, en tant que sous-produit de la construction de l'État et de la

Nation. Si tel est le cas, alors la romophobie ferait partie de la matrice du nationalisme européen et les exemples persistants de romophobie ne devraient nous surprendre.

La romophobie est la dernière forme acceptable de racisme

Au vu des attitudes très majoritairement négatives à l'égard des Roms à travers l'Europe, la romophobie apparaît largement acceptable. Celle-ci est présente dans les conversations informelles à la maison et au travail, dans les représentations stéréotypées de gitans carnavalesques dans les médias, lorsque les autorités de l'État accusent les Roms d'enlever des enfants aux cheveux blonds et aux yeux bleus, lorsque les urbanistes placent les Roms dans des ghettos, lorsque les élites politiques prennent les communautés roms pour cibles et rasant leurs maisons ou les expulsent en masse... L'identité même des Roms est considérée comme dérangeante ou menaçante. La confusion généralisée entre culture rom et criminalité dans des pays comme la Hongrie ou l'Italie en témoigne, tout comme l'expulsion récurrente des communautés roms de leurs foyers en France.

En Europe aujourd'hui, il importe de tenir compte des leçons du passé, comme la manière dont le ciblage des Roms a conduit à la tentative de leur extermination par les Nazis. Le fascisme et le populisme de droite ne sont plus marginaux mais redevenus ordinaires : ils font l'objet de discussions ouvertes dans les médias par des politiciens en quête de moyens expéditifs pour engranger des soutiens. Le nationalisme contribue ainsi toujours aussi efficacement à répandre cette idéologie de haine et d'exclusion.

4 instituts d'études avancées en réseau

IMéRA, IEA d'Aix-Marseille
Collegium de Lyon
IEA de Nantes
IEA de Paris
Direction éditoriale
Olivier Bouin
Aurélien Louchart
Julien Ténédos

FONDATION
RÉSEAU FRANÇAIS
DES INSTITUTS
D'ÉTUDES AVANCÉES

THE CONVERSATION



Fondation RFIEA
contact@rfiea.fr
01 40 48 65 57
rfiea.fr
fellows.rfiea.fr

Pour aller plus loin

Retrouvez l'article d'**Aidan McGarry** en version originale et des références complémentaires sur fellows.rfiea.fr

PUBLICATION

Les nations démocratiques se sont constituées en agréant des groupes divers, en transcendant les affiliations historiques, religieuses et culturelles par le civisme pour élaborer une communauté des citoyens. Pour autant, les fidélités particulières qui caractérisent les individus n'ont pas disparu. S'agit-il d'une faiblesse ou d'une vertu de la démocratie ? La sociologue **Dominique Schnapper**, présidente de l'**IEA de Paris**, analyse dans un nouvel ouvrage ce que l'exemple de la population juive en tant que minorité nous enseigne sur la construction de la nation moderne et sur les réussites et dévoiements du projet démocratique.

Dominique Schnapper,
La citoyenneté à l'épreuve. La démocratie et les juifs,
Paris, Gallimard, « NRF Essais »
2018, 400 pages.



RAPPORT

L'économiste et écrivain **Felwine Sarr**, résident 2017/2018 de l'**IEA de Nantes**, fait l'actualité avec la remise du « Rapport sur la restitution du patrimoine culturel

africain ». Ce rapport, qu'il a co-écrit avec l'historienne de l'art Bénédicte Savoy, préconise d'organiser la restitution du patrimoine culturel africain spolié pendant la colonisation. Suite à sa remise au président Macron, l'Élysée a déclaré que toutes les formes possibles de circulations des œuvres seraient considérées (restitutions, expositions, échanges, prêts, dépôts, etc.) pour que la jeunesse africaine ait accès en Afrique à son propre patrimoine.

En savoir plus : <https://bit.ly/2FXTTdY>

CONFÉRENCE

Dans le cadre du cycle de conférences organisé pour son dixième anniversaire, l'**IMéRA** réunit une quinzaine de chercheurs les 6-7 décembre prochains autour du thème « Vie et mort de l'Islam libéral ». Parmi les invités, trois résident.e.s de l'IMéRA : le philosophe **Noureddine Affaya** analysera les paradoxes du libéralisme dans la pensée arabe, **Yadh Ben Achour**, chercheur en droit, apportera son éclairage sur « l'Islam libéral : cet immortel » et la philosophe et historienne des religions **Leïla Taui** examinera le pouvoir politique et l'autorité spirituelle en Islam au travers d'Ali Abderraziq, penseur de la sécularisation.

Le 6 décembre de 14h à 17h,
le 7 décembre de 9h à 18h30
IMéRA, Maison des astronomes
Entrée libre

Programme : <https://imera.univ-amu.fr>